

Les indicateurs territoriaux de développement durable



Caroline COUDRIN -DEAL La Réunion
Frédéric VEY - SDES MTE
Hélène SOUAL, Philippe Bertrand
PSAR SL - DR Auvergne-Rhône-Alpes -Insee

Lundi 6 décembre 2022

 **OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**




**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



1. Contexte

2. Contenu des ITDD

3. Exemples d'utilisation

4. Dido

5. ODDetT

- Dès 2010, indicateurs territoriaux produits par l'Insee et le SDES
- Agenda 2030, ODD de l'Onu → IOOD nationaux
 - Recommandation de transcription au niveau territorial
- Partenariat Insee-SDES → Kit Antidote
 - ➔ Sélection de 112 indicateurs territoriaux du développement durable (ITDD)
 - ➔ Diffusion mars 2020, mise à jour annuelle



Le choix des indicateurs : Objectif et critères

Objectif : Constituer au fil des années un historique suffisant pour le suivi des ODD.

Critères de sélection :

- pertinence
- qualité
- fraîcheur
- pérennité
- disponibilité à l'échelon infranational (régional voire infra-régional autant que possible)
- priorité aux indicateurs nationaux
- équilibre entre les objectifs



Contenu :

Les indicateurs par ODD

116 indicateurs et leurs variantes diffusés.

Chacun a été rattaché à 1 ou 2 ODD.



- 1- Pauvreté : 12 indicateurs (dont 3 iODD nationaux)
- 2- Alimentation : 8 indicateurs (dont 3)
- 3- Bien-être : 17 (dont 5)
- 4- Éducation : 2 (0)
- 5- Égalité des sexes : 3 (1)
- 6- Eau : 12 (5)
- 7- Énergie : 4 (1)
- 8- Croissance : 18 (4)
- 9- Infrastructures : 23 (3)
- 10- Inégalité : 7 (1)
- 11- Ville : 24 (3)
- 12- Consommation : 6 (2)
- 13- Climat : 11 (1)
- 14- Vie aquatique : 4 (1)
- 15- Vie terrestre : 9 (2)
- 16- Institutions : 1 (0)
- 17- Partenariat : 0 (0)

Exemple : indicateurs de l'ODD 12 - consommation et production durables

ODD	Indicateur		Millésimes disponibles	Région ?	Dép ?	Com ?	DOM ?
ODD 12 - Instaurer des modes de consommation et de production durables	1087	Production de déchets dangereux et proportion de déchets dangereux traités	2009 ; 2015 ; 2016 ; 2018	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
	1088	Taux de valorisation matière et organique des déchets ménagers et assimilés et quantités traitées par mode de traitement	2005 ; 2007 ; 2009 ; 2011 ; 2013 ; 2015 ; 2017	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
	1089	Production de granulats (roches meubles, autres)	2006 à 2018	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
	1090	Emissions de polluants soumises à déclaration : nombre d'établissements dépassant les seuils de déclaration d'émission de polluants (a), coefficient de dépassement du seuil de pollution (b)	2016 ; 2018	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
	1114	Nombre de structures chargées du réemploi	2016, 2019, 2020	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

- Grande variété de sources



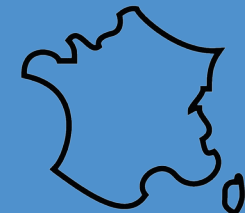
- Plusieurs échelons géographiques disponibles

- Métadonnées riches :

- ✓ Guide utilisateur
- ✓ Fiches par indicateur
- ✓ Dictionnaire des données



Exemples d'utilisations – niveau national

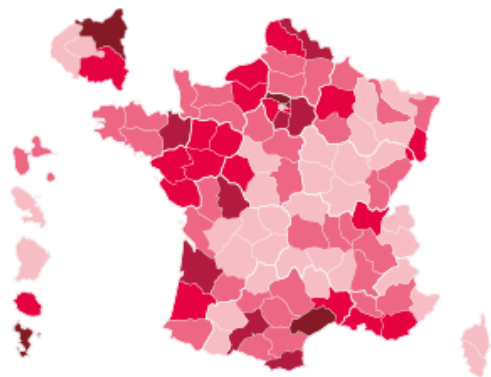


La France et ses territoires – Édition 2021 : Spécificités des départements français au regard du développement durable

L'artificialisation des sols se poursuit davantage dans les zones démographiquement dynamiques

↗ **Les plus fortes hausses**
Val-d'Oise
Seine-Saint-Denis
Mayotte...

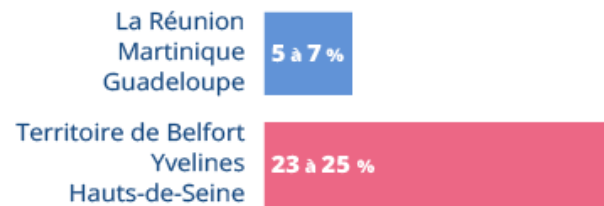
→ **Stabilité de l'artificialisation**
Charente
Paris
Hauts-de-Seine...



Part de la surface nouvellement artificialisée entre 2012 et 2018

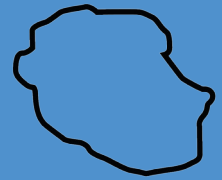
Les écarts de salaire femmes-hommes sont plus importants dans les départements industriels et ceux où les cadres sont plus nombreux

Dans le Territoire de Belfort, les femmes gagnent en moyenne **23 % de moins** que les hommes par heure



Écart de salaire horaire moyen entre les femmes et les hommes en 2015

Exemples d'utilisations – niveau régional



- 1 FAIS PARTIE DE LA FAMILLE
- 2 FAIS UN TRAVAIL DÉCENT
- 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
- 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
- 5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
- 6 ÉNERGIE PROPRE ET ASSAINISSEMENT
- 7 LOGEMENT ADÉQUAT ET LOGEMENTS ABORDABLES
- 8 TRAVAIL DÉCENT
- 9 INDUSTRIE INNOVANTE ET INFRASTRUCTURES
- 10 INÉGALITÉS RÉDUITES
- 11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
- 12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
- 13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
- 14 VIE AQUATIQUE
- 15 VIE TERRESTRE
- 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
- 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

La Réunion : dossier de 6 publications en 2021



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA RÉUNION
Santé et conditions de logement s'améliorent, mais les enjeux d'environnement et d'accompagnement du vieillissement restent forts

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA RÉUNION

La Réunion face au défi du changement climatique : entre constats et solutions



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA RÉUNION

Malgré les efforts de protection, la biodiversité est de plus en plus menacée



Insee Analyses La Réunion • n° 64 • Octobre 2021

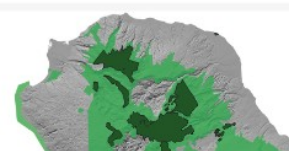
Agenda 2030



La transition écologique de La Réunion est indissociable de la préservation de sa biodiversité riche de nombreux milieux naturels et espèces uniques au monde. Cependant, un quart des espèces indigènes présentes est menacé de disparition. En réaction, le nombre d'espèces protégées réglementairement a fortement augmenté ces dernières années, tout comme la part des espaces naturels protégés. Pour préserver la biodiversité de l'île, des milieux naturels en bon état de conservation sont indispensables. La lutte contre l'implantation et la dissémination d'espèces invasives passe par une détection précoce, en combattant leur expansion ou en les éradiquant. Les milieux subissent aussi la pression des activités humaines. En particulier, l'état des masses d'eau superficielles et littorales se dégrade avec des ruptures importantes de continuité écologique de cours d'eau. Les récifs coralliens ne sont pas en bon état et leur situation se détériore depuis les années 1970.

Les crises sanitaires auxquelles La Réunion est exposée – chikungunya, dengue, Covid-19 – rappellent que la santé humaine est directement liée au respect des équilibres environnementaux.

► 1. Évolution des espaces de protection réglementaire entre 2006 et 2021



La Réunion fait partie de l'ensemble « Madagascar et Îles de l'Océan Indien », un des 36 hauts lieux ou hotspots de la biodiversité reconnus mondialement [Conservation International, 2020]. Le patrimoine naturel de l'île est cependant très fragile et a déjà connu une forte dégradation, avec une perte de plus de 70 % de la végétation indigène antérieure à l'arrivée de l'homme. Du fait de son isolement géographique, La Réunion

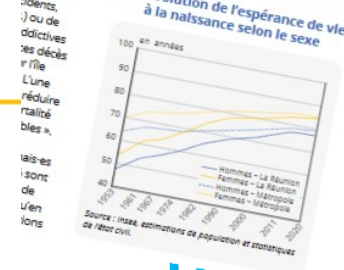
Insee Analyses La Réunion • n° 62 • Octobre 2021



Après des années 1950, l'espérance de vie à La Réunion, mais cette hausse ralentit considérablement après 65 ans et reste plus fréquente depuis 2011. En effet, les maladies chroniques comme le diabète sont plus répandues, exposant la Réunion à des enjeux de santé publique liés au défi du vieillissement de la population.

Le logement continue de s'améliorer, mais les personnes en attente de logements restent de plus en plus nombreuses. Le Plan Logement Outre-mer 2020-2024, pour objectif de répondre à ces besoins. L'extension de la population aux risques naturels, déjà médiocre, se détériore.

► 1. Évolution de l'espérance de vie à la naissance selon le sexe





Exemples d'utilisations – niveau régional



Grand Est : Tableau de bord du développement durable



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La préfecture et les services de l'État en région

Grand Est



Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Région et institutions](#) > [Portrait de la région](#) > [Chiffres clés](#) > [L'Agenda 2030 : cadre stratégique global pour un nou](#)

Actualité

Tableau de bord Agenda 2030 en Grand Est

Mise à jour : 29 décembre 2021

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le tableau de bord vise essentiellement à proposer un ensemble de données chiffrées, cohérentes avec un cadre harmonisé, constituant un support statistique permettant une évaluation de la région Grand Est et de ses territoires. Par évaluation, il faut comprendre l'identification pour la région des points forts ou des points faibles, du retard ou de l'avance, des progrès ou des reculs observables en matière de développement durable. Le tableau de bord vise aussi à mettre en valeur

l'Agenda 2030 et sa pertinence, notamment pour renforcer la cohérence des politiques territoriales.





Exemples d'utilisations – niveau régional



Pays de la Loire : Typologie des territoires

Figure 1 - Cinq profils de territoire au regard du développement durable



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Les territoires ligériens face aux enjeux de développement durable

Insee Analyses Pays de la Loire • n° 94 • Septembre 2021



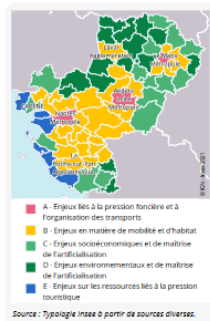
Les enjeux de développement durable diffèrent selon les intercommunalités. Dans les métropoles, la forte densité en emplois et habitants favorise la mobilité douce ; la pression foncière et la pauvreté sont marquées. Dans les territoires périurbains, l'usage de la voiture pour aller travailler prédomine et l'artificialisation augmente plus que la population. Dans les territoires ruraux, l'artificialisation des sols progresse alors que la population stagne. Les défis de rénovation énergétique y sont plus présents. Certains territoires ruraux se distinguent par une situation socioéconomique dégradée ; d'autres par de fortes émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture et l'industrie. Dans les territoires littoraux, le tourisme exerce une pression sur les espaces naturels, la production de déchets et les ressources en énergie et eau.

Depuis plusieurs décennies, les Pays de la Loire bénéficient d'un fort dynamisme démographique et économique. La pauvreté et le chômage sont moins marqués que dans les autres régions. L'espérance de vie est plus longue et l'échec scolaire plus faible. Toutefois, des défis environnementaux restent à relever. La région est très artificialisée et continue de s'artificialiser plus qu'ailleurs. Les déplacements et l'habitat demeurent impactants pour l'environnement. Les baisses des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de consommation d'énergie sont insuffisantes au regard des objectifs environnementaux et la qualité de l'eau est très dégradée. Les enjeux de développement durable ne sont pas homogènes au sein de la région et cinq profils de territoire se distinguent

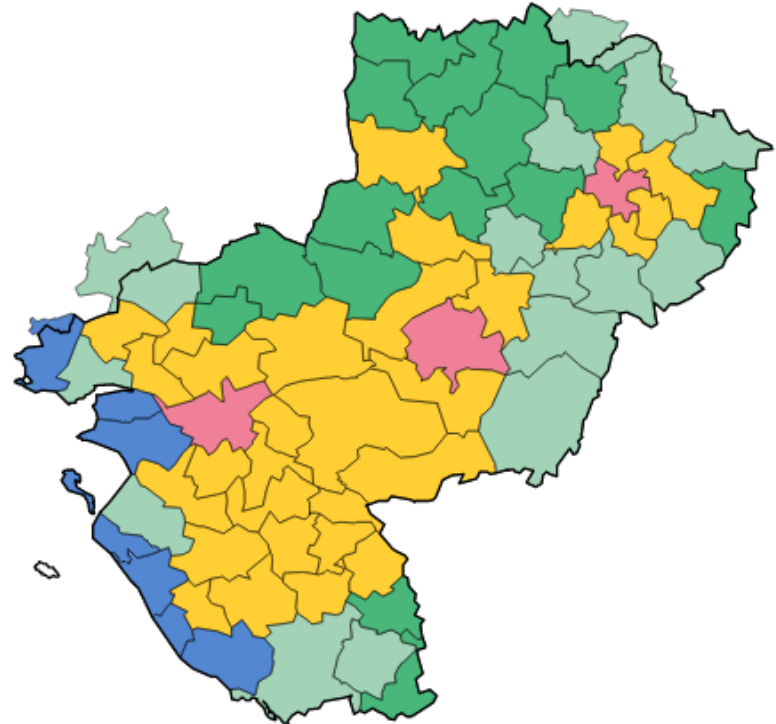
Les métropoles : des enjeux liés à la densité en emplois et habitants

En 2017, dans les trois métropoles des Pays de la Loire (profil A), la forte densité en emplois et habitants induit des problématiques pour se loger et se déplacer. Les distances domicile-travail y sont plus courtes qu'en moyenne régionale : 12 kilomètres (km) contre 15 km. Ainsi, les actifs utilisent moins la voiture pour aller travailler : 66 % contre 79 % en région (► figure 2). La mobilité douce (le vélo par exemple) est plus développée (1,08 mètre de pistes cyclables par habitant contre 0,83 mètre dans la région en 2020) et les véhicules électriques, à hydrogène ou hybrides plus présents. Cependant, les marges de progression sont encore élevées et les questions d'organisation des transports primordiales, d'autant plus que les métropoles concentrent les déplacements régionaux. En 2017, deux Ligériens en emploi sur cinq y travaillent

► 1. Cinq profils de territoire au regard du développement durable



- A - Enjeux liés à la pression foncière et à l'organisation des transports
- B - Enjeux en matière de mobilité et d'habitat
- C - Enjeux socioéconomiques et de maîtrise de l'artificialisation
- D - Enjeux environnementaux et de maîtrise de l'artificialisation
- E - Enjeux sur les ressources liés à la pression touristique



<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=dataset&datasetId=632956d8eae137714f60ae22>

- Permet d'accéder aux ITDD pour un niveau géographique donné
- De faire des filtres et tris
- De voir et exporter les données et métadonnées
- De manière manuelle ou automatisée (API)

Objectif

Rendre accessibles et facilement lisibles et exploitables les ITDD via des représentations graphiques

- Sur internet, à destination de tous (grand public, décideurs, élèves...)
- Représentations graphiques simples et complètes
- Réutilisables, libres de droit (en citant la référence ODDetT)
- Comparaisons territoriales et temporelles
- Données issues du kit Antidote, donc mises à jour régulièrement
- Pour des territoires allant de la commune au national (y/c EPCI)
- Un seul outil développé pour toutes les régions et départements



ODDetT

Objectifs de Développement
Durable et Territoires

<https://oddett.lab.sspcloud.fr>





GUIDE D'UTILISATION

l'outil national de visualisation des indicateurs de développement durable



C'EST QUOI ?

ODDetT est une initiative de la DEAL Réunion qui permet, pour tous les territoires métropolitains et ultramarins, de **visualiser des représentations des indicateurs du développement durable**. Vous pouvez accéder à ces résultats sur votre territoire et sur les territoires voisins, et vous comparer à d'autres niveaux géographiques.

Cette application a été développée par le réseau des directions régionales de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL, DEAL et DRIEAT), en partenariat avec l'Insee et le CGDD.

Elle s'appuie sur une **palette d'indicateurs** éclairant les ODD au niveau national et territorial (régions, départements, intercommunalités et communes) transmise par l'Insee et le Service des données et des études statistiques (SDES) du ministère de la Transition écologique (Kit Antidote).

📄 [Télécharger le dictionnaire de variables des indicateurs](#)

POUR QUOI FAIRE ?

- **Visualiser** des représentations des indicateurs du développement durable,
- **Trouver** des repères chiffrés et se comparer à d'autres niveaux géographiques,
- **Suivre** les contributions à l'atteinte des objectifs de développement durable.

POUR QUI ?

ODDetT s'adresse à un **large public** car les ODD concernent par définition tous les acteurs :

- Collectivités territoriales (élus et techniciens),
- Établissements publics,
- Établissement d'enseignement et de recherche,
- Services de l'État,
- Entreprises,
- Associations,
- Citoyens etc...

Version du package utilisé : 1.0

« Les indicateurs »

Tous les champs des liste déroulante peuvent faire l'objet de saisie de texte pour faire une recherche. Il faut supprimer d'abord la valeur affichée avec la touche de retour arrière.

Choisir sa géographie :

Niveau géographique

National

Territoire

France métropolitaine

Choisir l'ODD :

Liste des ODD

Tous

Choisir l'indicateur :

Liste des indicateurs (pour le niveau choisi)

i001-Taux de pauvreté monétaire total et par tranche d'âge des individus

Sous-champ de l'indicateur

total

Choisir l'année :

2018

Valider les choix

Les choix possibles

Tous les champs des liste déroulante peuvent faire l'objet de saisie de texte pour faire une recherche. Il faut supprimer d'abord la valeur affichée avec la touche de retour arrière.

Choisir sa géographie :

Niveau géographique

National

Territoire

France métropolitaine

Choisir l'ODD :

Liste des ODD

Tous

Choisir l'indicateur :

Liste des indicateurs (pour le niveau choisi)

i001-Taux de pauvreté monétaire total et par tranche d'âge des individus

Sous-champ de l'indicateur

30 à 39 ans

Choisir l'année :

2018

Valider les choix

Choisir sa géographie :

Niveau géographique

National

National

Régions

Départements métropolitains

Départements Outre Mer

EPCI

Communes métropolitaines

Communes dans un DOM

Territoire

974

97424 - Cilaos

97407 - Le Port

97421 - Salazie

97413 - Saint-Leu

97422 - Le Tampon

97402 - Bras-Panon

97403 - Entre-Deux

97405 - Petite Île

Choisir l'indicateur :

Liste des indicateurs (pour le niveau choisi)

i062-Parts modales des déplacements Domicile-travail

domicile-Travail pour les actifs occupés, pour les navetteurs (en km)

i062-Parts modales des déplacements Domicile-travail

i063-Part des actifs stables parmi les actifs ayant un emploi

i067-Nombre de communes classées à risque technologique majeur

i068-Nombre d'établissements

Sous-champ de l'indicateur

deux-roues

deux-roues

deux-roues motorisés

ped

sans transport

transports en commun

vélo

voiture

Choisir l'année :

2018

2018

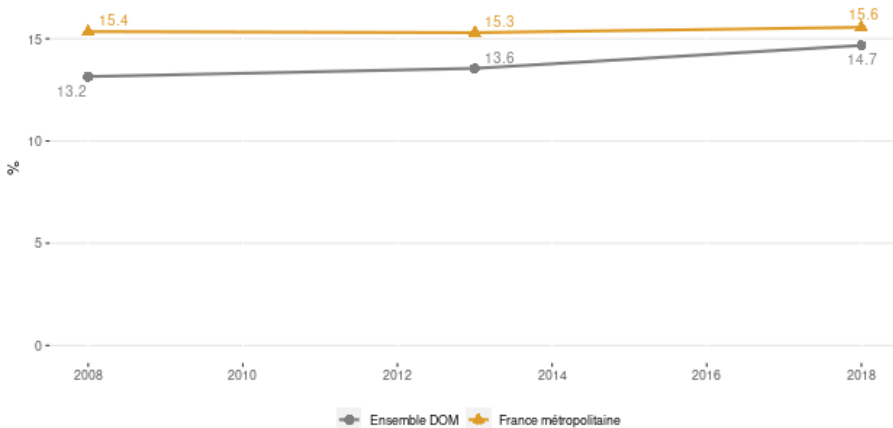
2013

2008

Représentations graphiques - national

Part de la population dans le parc locatif social

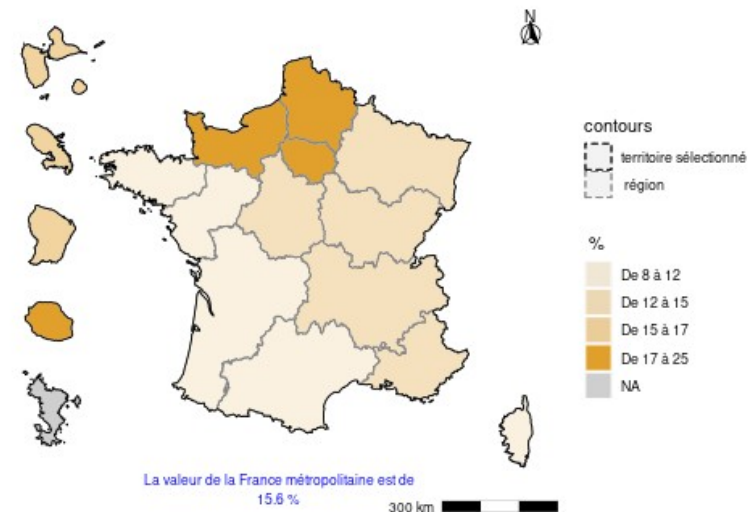
Pour France métropolitaine
Entre 2008 et 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

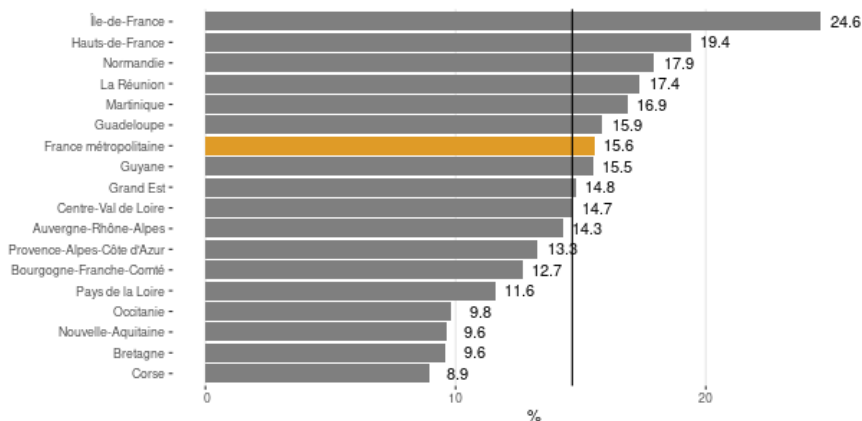
Dans toutes les régions
En 2018



Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (on principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les régions
En 2018



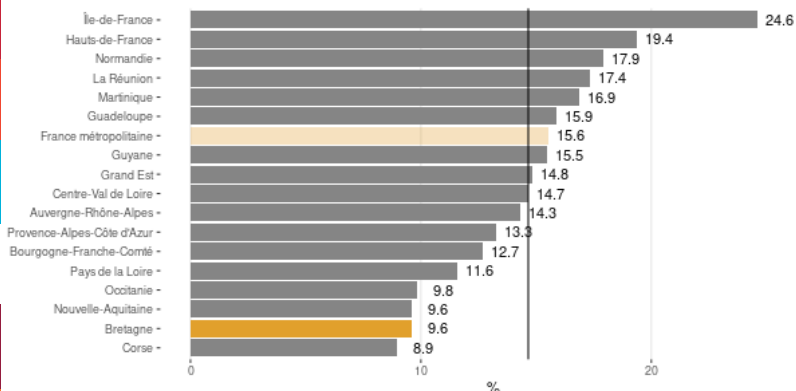
Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi

Représentations graphiques - région

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les régions
En 2018

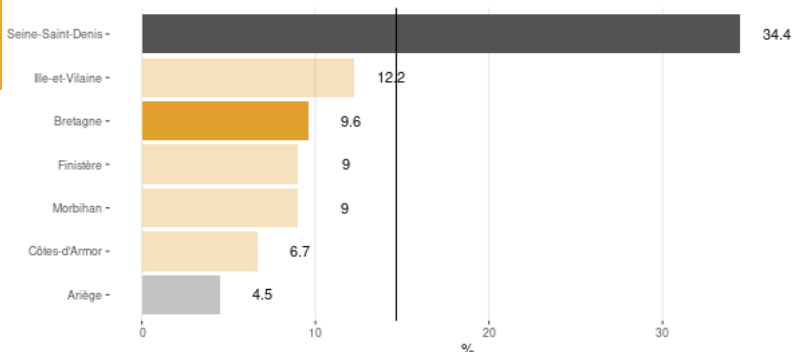


Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les départements de Bretagne
En 2018



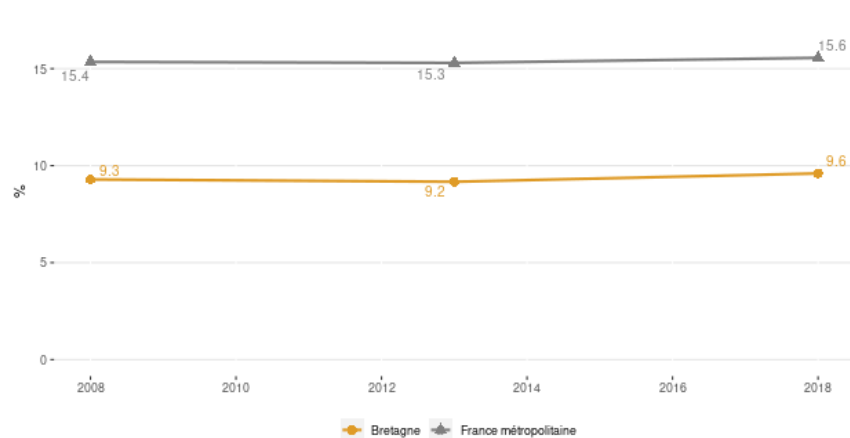
Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi

Note (extrêmes) : En gris clair et gris foncé sont affichés les départements France entière ayant les valeurs minimum et maximum pour cet indicateur

Part de la population dans le parc locatif social

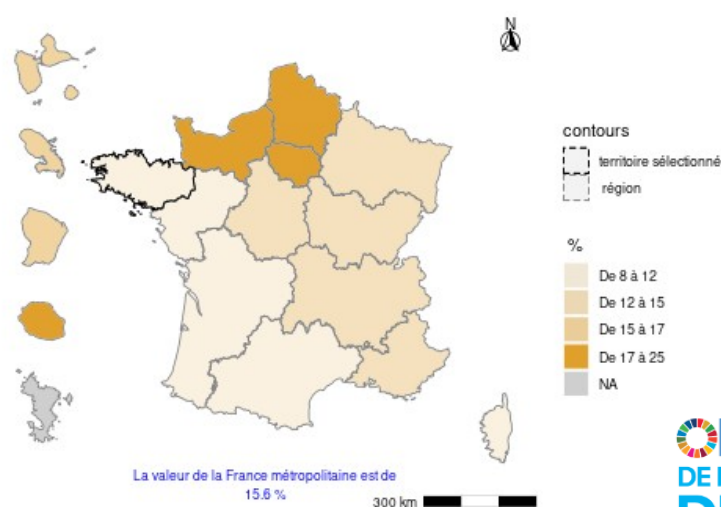
Pour Bretagne
Entre 2008 et 2018



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans toutes les régions
En 2018



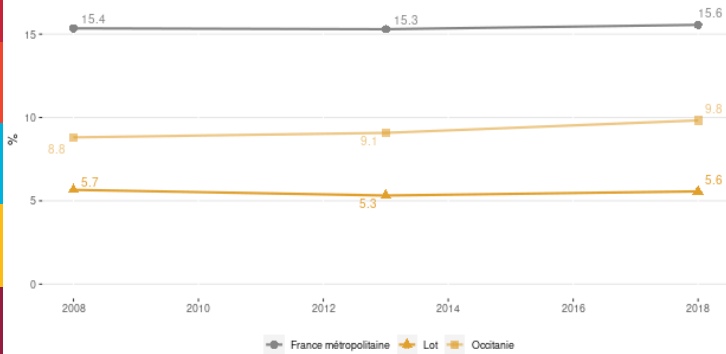
Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

ODDetT (ODD et Territoires)

Représentations graphiques – département hors DOM

Part de la population dans le parc locatif social

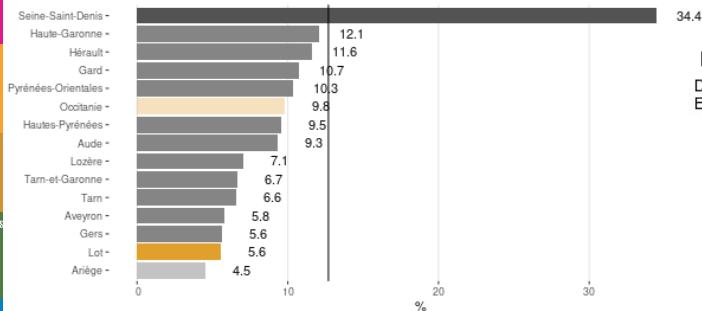
Pour Lot
Entre 2008 et 2018



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les départements de la même région
En 2018



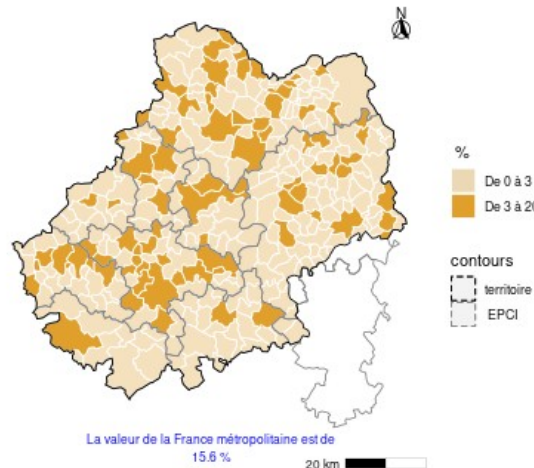
Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi

Note (extrêmes) : En gris clair et gris foncé sont affichés les départements France entière ayant les valeurs minimum et maximum pour cet indicateur

Part de la population dans le parc locatif social

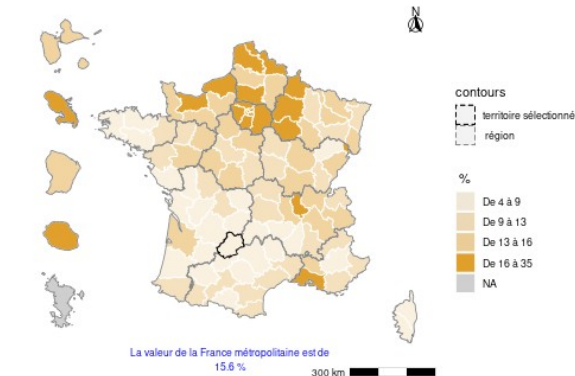
Dans les communes du département «Lot»
En 2018



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

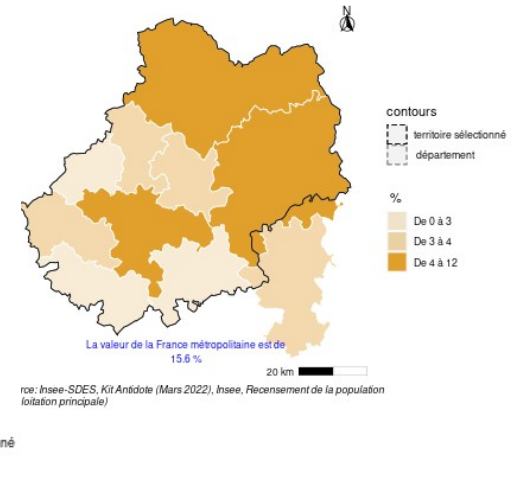
Dans tous les départements
En 2018



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les EPCI du département «Lot»
En 2018



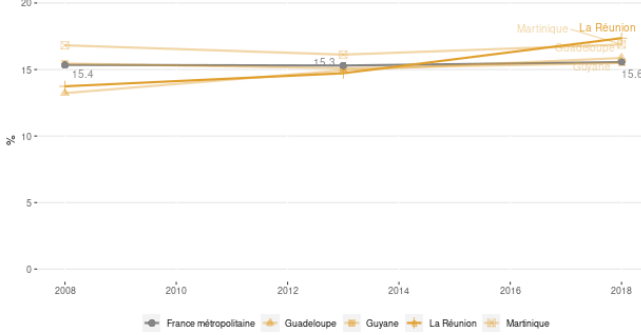
Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

ODDetT (ODD et Territoires)

Représentations graphiques - DOM

Part de la population dans le parc locatif social

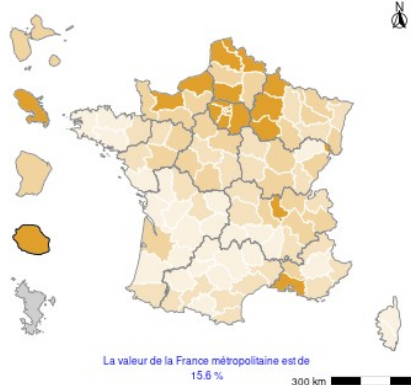
Pour La Réunion
Entre 2008 et 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

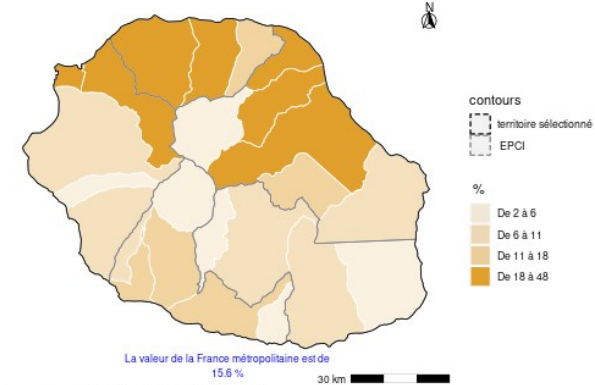
Dans tous les départements
En 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

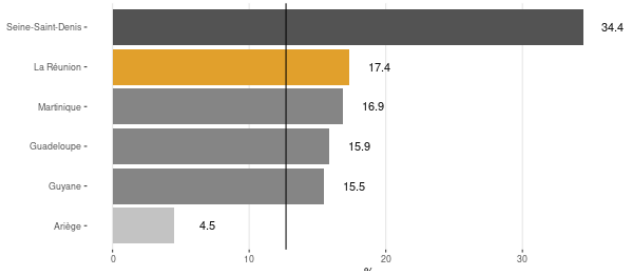
Dans les communes du département «La Réunion»
En 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les DOM
En 2018

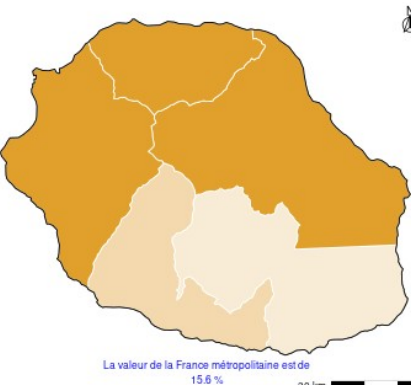


Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi
Note (extrêmes) : En gris clair et gris foncé sont affichés les départements France entière ayant les valeurs minimum et maximum pour cet indicateur

Part de la population dans le parc locatif social

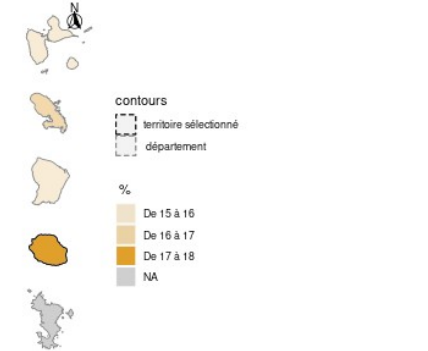
Dans les EPCI du département «La Réunion»
En 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les DOM
En 2018

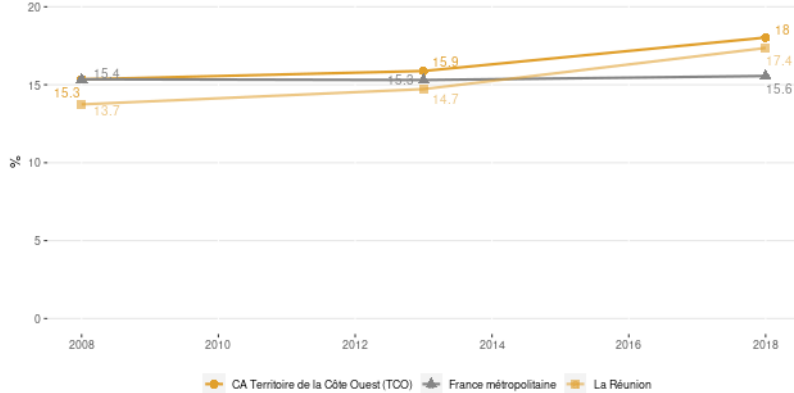


Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Représentations graphiques - EPCI

Part de la population dans le parc locatif social

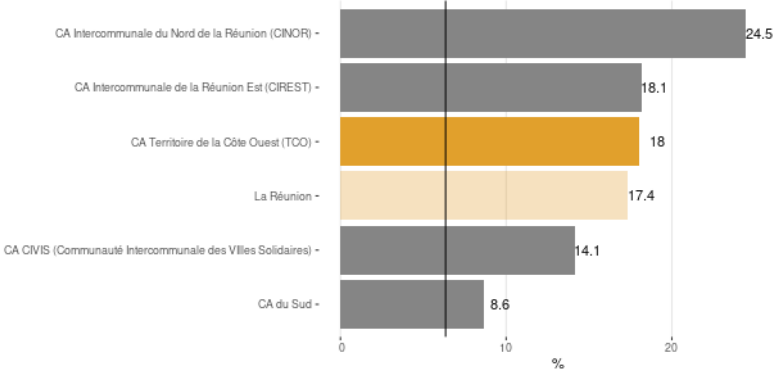
Pour CA Territoire de la Côte Ouest (TCO)
Entre 2008 et 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les EPCI du même département
En 2018

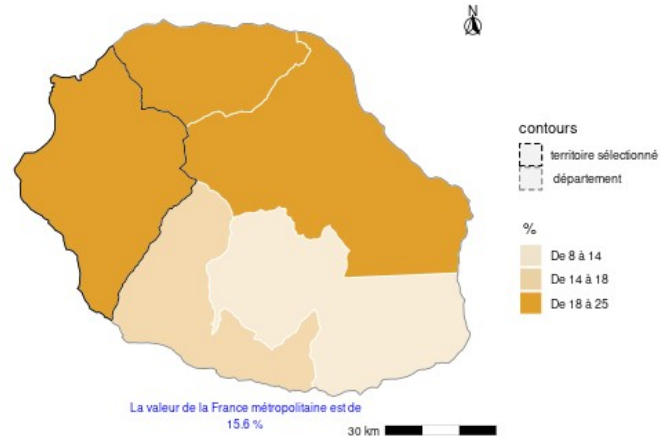


Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi

Part de la population dans le parc locatif social

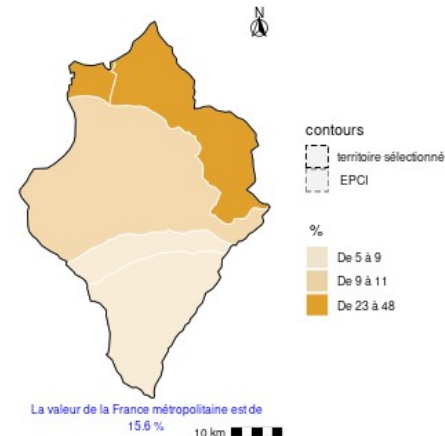
Dans les EPCI du même département « La Réunion »
En 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les communes de l'EPCI
En 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

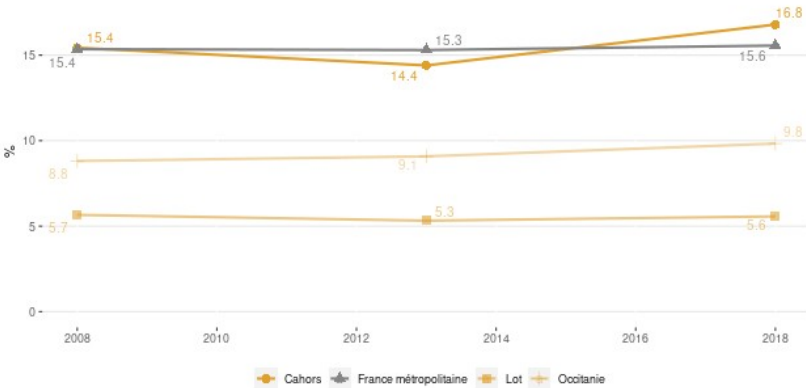
ODDetT (ODD et Territoires)

Représentations graphiques - commune

Part de la population dans le parc locatif social

Pour Cahors

Entre 2008 et 2018

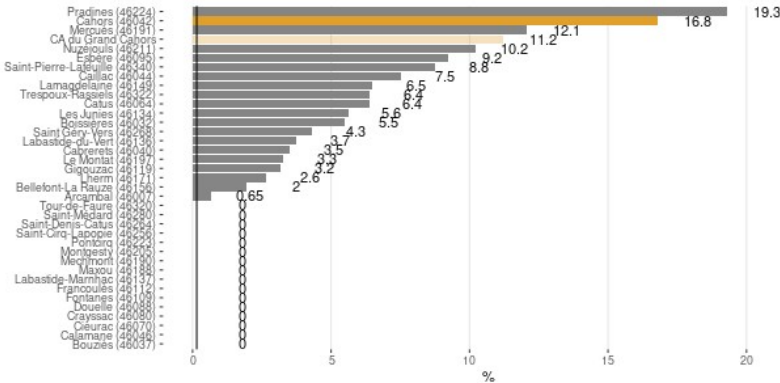


Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les communes du même EPCI

En 2018



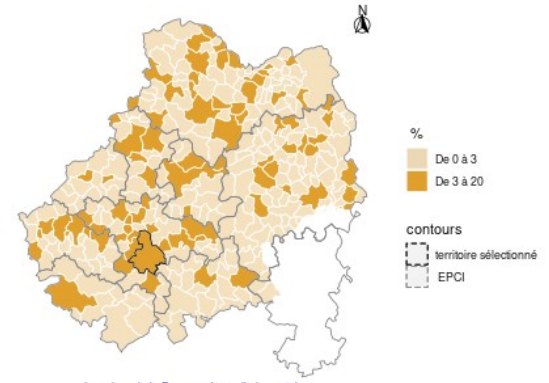
Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les communes du même département « Lot »

En 2018

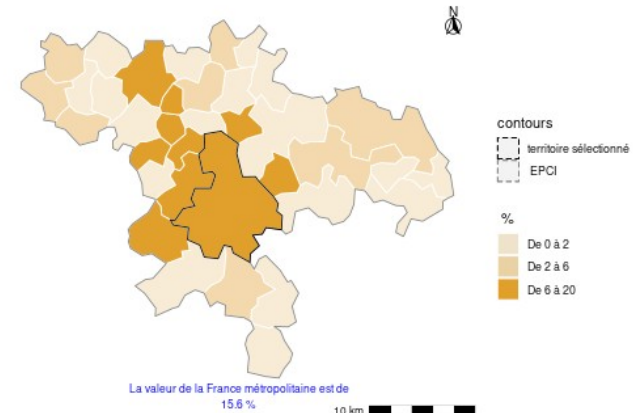


Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les communes du même EPCI

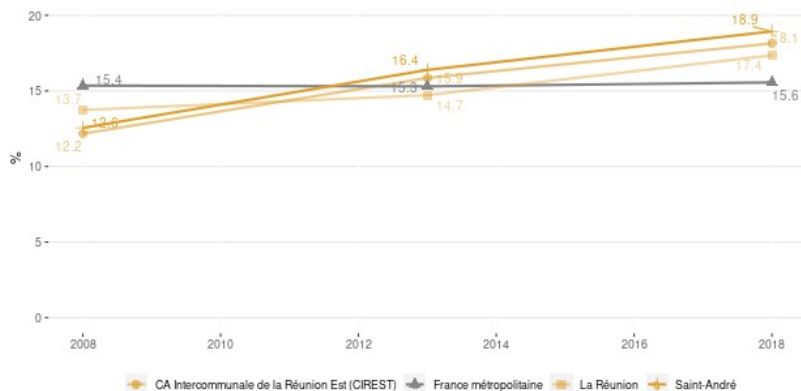
En 2018



Source : Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

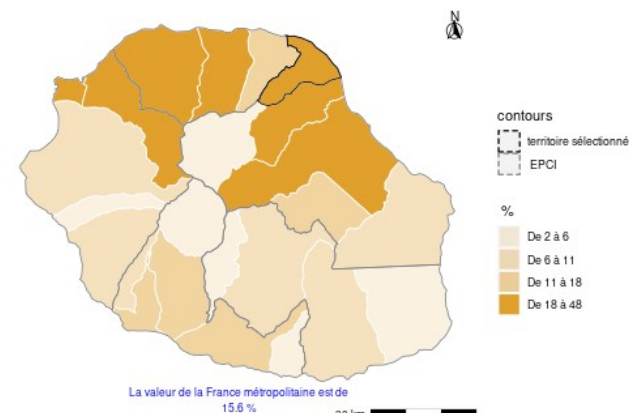
Pour Saint-André
Entre 2008 et 2018



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

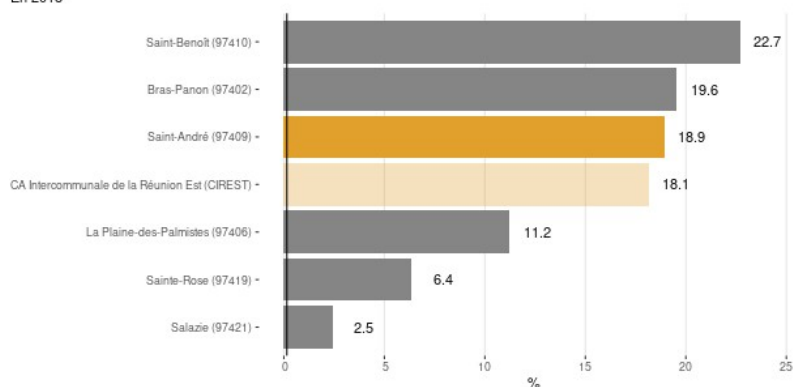
Dans les communes du même département « La Réunion »
En 2018



Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Part de la population dans le parc locatif social

Dans les communes du même EPCI
En 2018



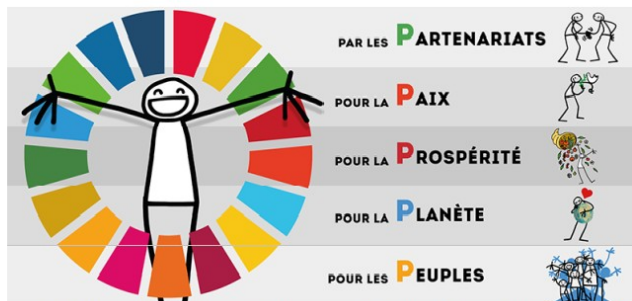
Source: Insee-SDES, Kit Antidote (Mars 2022), Insee, Recensement de la population (exploitation principale)

Note (médiane) : la barre verticale représente la médiane (voir définitions) de l'indicateur pour l'ensemble des territoires de France du niveau géographique choisi

L'agenda 2030 et les ODD

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030 intitulé **Agenda 2030**. C'est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et mis en œuvre à travers des partenariats. Il porte une vision de transformation de notre monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable.



L'Agenda 2030 a fusionné l'agenda du développement et celui des Sommets de la Terre. Il est **universel**, c'est-à-dire qu'il s'applique à tous les pays, du Nord comme du Sud. À cet égard, tous les pays sont considérés comme «**en voie de développement durable**».

Avec ses **17 Objectifs de développement durable** et **169 cibles** (ou sous-objectifs), il dessine une feuille de route détaillée et couvre pratiquement toutes les questions de société.

Pour plus de renseignements sur l'**agenda 2030** et les **ODD** :

- Présentation : origines et principes
- Les 17 objectifs de développement durable
- Situation et organisation de la mise en œuvre en France
- Mobilisation des acteurs
- En Europe et à l'international

Pour mieux connaître les ODD, rendez-vous également sur le site **La Méth'ODD**
Ensemble vers les Objectifs de Développement Durable

Le site "**La Méth'ODD**" vise à faciliter l'appropriation et l'intégration des ODD dans les projets de territoire. Il s'agit d'une méthode d'accompagnement des acteurs des territoires, qui propose des repères et des outils pratiques pour s'emparer des ODD. Six parcours utilisateurs sont proposés avec les outils d'animation associés. Vous y trouverez également d'autres initiatives régionales : [Le blog des régions](#).

Et sur les indicateurs de développement durable, vous pouvez vous rendre sur :

- Les indicateurs de suivi des Objectifs de développement durable
- Les indicateurs pour le suivi national des objectifs de développement durable

...autres liens vers des indicateurs régionaux :

- A La Réunion
- En Centre Val de Loire et les ODD en vidéos
- En Nouvelle Aquitaine
- En Occitanie



Pour comprendre les indicateurs

Sources

Les indicateurs territoriaux de développement durable qui font l'objet d'ODDeT sont mis à disposition sur le [site de l'Insee](#); ils sont proposés dans des fichiers en téléchargement permettant une approche régionale, départementale et communale. Quand cela est possible, plusieurs millésimes de données sont inclus.

Ces indicateurs font l'objet de [fiches descriptives](#) très complètes, accessibles au même endroit.



L'ensemble de ces indicateurs (appelé kit Antidote SL26) est actualisé tous les ans. Le millésime du kit figure dans la source de chacune des illustrations de ODDeT. Les indicateurs livrés sont amenés à évoluer chaque année.

La liste de l'ensemble des indicateurs du kit Antidote est disponible [ici](#).

Méthodes

Dans les cartes affichées, les seuils sont créés automatiquement en séparant en 5 groupes les données du niveau géographique représenté. En conséquence, les seuils sont personnalisés et différents d'une carte à l'autre.

Définitions

Pour une meilleure compréhension des représentations graphiques, voici quelques définitions :

- La **médiane** est la valeur qui sépare un ensemble en deux parties égales, autant en dessous, autant au-dessus. Dans les graphiques disponibles, cet ensemble dépend du niveau géographique représenté.
- **Acoss** : Agence centrale des organismes de sécurité sociale.
- **Ademe** : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.
- **AFB** : Agence française pour la biodiversité.
- **Agreste** : La statistique, l'évaluation et la prospective agricole du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.
- **ANSP** : Agence nationale des services à la personne.
- **Arcep** : Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.
- **BRGM** : Bureau de recherches géologiques et minières.
- **CERTU** : Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques.
- **CGDD** : Commissariat général au développement durable.
- **CITEPA** : Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.
- **CNAM** : Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

- **DEPP** : Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.
- **DGALN** : Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature, MTES.
- **DGESIP** : Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, MESR.
- **DGPR** : La direction générale de la Prévention des risques, MTES.
- **DGRI** : Direction générale de la recherche et de l'innovation, MESR.
- **DREES** : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques.
- **DSN** : Déclaration sociale nominative.
- **IFRECOR** : Initiative française pour les récifs coralliens.
- **INPES** : Institut national de prévention et d'éducation pour la santé.
- **Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques.
- **Inserm** : Institut national de la santé et de la recherche médicale.
- **MENJVA** : Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.
- **MESR** : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- **MTES** : Ministère de la Transition Écologique et Solidaire.
- **Onema** : Office national de l'eau et des milieux aquatiques.
- **ONISR** : Observatoire national interministériel de la sécurité routière.
- **SDES** : Service des données et études statistiques des ministères chargés de l'environnement, de l'énergie, de la construction, du logement et des transports (anciennement SoES).
- **SIES** : Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques, à la DGRI, MESR.
- **SSP** : Service de la statistique et de la prospective qui est un service du Secrétariat Général du Ministère de l'agriculture.
- **Unicem** : Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction.

Mentions légales

Service gestionnaire

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de La Réunion
2, rue Juliette Dodu - CS 41009
97743 Saint-Denis cedex 9

Contacts

DEAL Réunion – Service SCETE
Unité Connaissance et Prospective
Tél : 02 62 40 26 47

Mel : statistiques.deal-reunion@developpement-durable.gouv.fr



Directeur de la publication

Philippe GRAMMONT,
Directeur de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DEAL Réunion

Conception, réalisation, développement

- Contenu éditorial, charte graphique, ergonomie**
- réseau des statisticiens en DREAL/DEAL/DRIEAT
- Développement**
- Caroline Coudrin, DEAL Réunion
 - ThinkR - 50 rue Arthur Rimbaud - 93300 Aubervilliers

Droit d'auteur – Licence

Tous les contenus présents sur ce site sont couverts par le droit d'auteur. Toute reprise est dès lors conditionnée à l'accord de l'auteur en vertu de l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle. Toutes les informations liées à cette application (données et textes) sont publiées sous licence ouverte/open licence v2 (dite licence Etalab) : quiconque est libre de réutiliser ces informations sous réserve, notamment, d'en mentionner la filiation. Tous les scripts sources de l'application sont disponibles sous licence GPL-v3.

Code source

L'ensemble des scripts de collecte et de datavisualisation est disponible sur le [répertoire gitlab du réseau des statisticiens en DREAL](#). Vous pouvez y reporter les éventuels bugs ou demandes d'évolution au niveau de la rubrique Issues.

Établir un lien

- Tout site public ou privé est autorisé à établir, sans autorisation préalable, un lien vers les informations diffusées par le Ministère de la Transition Ecologique et par le Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales et par la DEAL Réunion en particulier.
- L'autorisation de mise en place d'un lien est valable pour tout support, à l'exception de ceux diffusant des informations à caractère polémique, pornographique, xénophobe ou pouvant, dans une plus large mesure porter atteinte à la sensibilité du plus grand nombre.
- Pour ce faire, et toujours dans le respect des droits de leurs auteurs, une icône Marianne est disponible sur le [site de la marque de l'État](#) pour agrémenter votre lien et préciser que le site d'origine est celui de la DEAL Réunion.

Usage

- Les utilisateurs sont responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. Il leur appartient d'en faire un usage conforme aux réglementations en vigueur et aux recommandations de la CNIL lorsque des données ont un caractère nominatif (loi n° 78.17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dite loi informatique et libertés).
- Il appartient à l'utilisateur de ce site de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par d'éventuels virus circulant sur le réseau Internet. De manière générale, la DEAL Réunion décline toute responsabilité quant à un éventuel dommage survenu pendant la consultation du présent site. Les messages que vous pouvez nous adresser transitant par un réseau ouvert de télécommunications, nous ne pouvons assurer leur confidentialité.
- En utilisant le site, vous reconnaissez avoir pris connaissance de ces conditions et les avoir acceptées. Celles-ci pourront être modifiées à tout moment et sans préavis par la DEAL Réunion.

Données personnelles

L'outil ne fait pas d'usage interne de données à caractère personnel.

Cookies

Pour des besoins de statistiques et d'affichage, le présent site peut utiliser des cookies. Il s'agit de petits fichiers textes stockés sur votre disque dur afin d'enregistrer des données techniques sur votre navigation. Certaines parties de ce site ne peuvent être fonctionnelles sans l'acceptation de cookies.

Hébergement : Plateforme SSPCloud Insee

Pistes pour le moyen terme :

- Prendre en compte les retours des utilisateurs
- L'ajout de fonctionnalités pour l'utilisateur (export des images, de données, etc.)
- Une 2eme version enrichie avec 2 nouveaux onglets :
 - Un onglet « Rapport de Développement Durable » (à destination des collectivités de plus de 50 000 habitants)
 - Un onglet « diagnostic territorial » rassemblant l'ensemble des indicateurs pour un territoire donné (sous forme de tableau)

Atouts

et

limites

- Données de qualité actualisées fréquemment
- Données comparables dans le temps et entre territoires (y compris avec le national)
- Vision transversale des ODD
- Représentations graphiques réutilisables et lisibles

- Nombre limité d'indicateurs
- Millésimes parfois anciens
- Pas d'analyse de contexte
- Pas de données de sources locales

État des lieux d'une politique publique :

- Un intérêt : la mobilité électrique
- contexte : mode de déplacement (indicateur i062 sur la part modale des déplacements) et distance (indicateur i061d)
- Pratiques actuelles : type de véhicules conduits (indicateur i118 crit'air 1).
- Actions :
 - si on veut augmenter la part des véhicules électriques il faut aussi que les infrastructures suivent (i119a).
 - Quid des transports communs et 2 roues électriques

À vous de jouer !

- Reproduire un ou plusieurs exemples proposés
 - Un chargé d'études du Conseil Régional AURA qui souhaite obtenir un portrait de sa région (plusieurs ODD, niveaux REG et DEP)
 - Un chargé d'études du Conseil Départemental du Puy de Dôme qui souhaite obtenir un portrait (plusieurs ODD, niveaux DEP, EPCI et COM)
 - Un chargé d'études DD de la Métropole Clermont Auvergne Métropole (focus ODD 11, EPCI et COM)
 - Une association de défense de l'environnement
- Les compléter
- Créer son propre rapport



Merci de votre attention

Pour en savoir plus :

Site de l'INSEE

Le suivi national : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654964>

Le suivi territorial : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4505239>

Site du Service des Données et Etudes Statistiques (SDES)

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

 **OBJECTIFS**
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE